



Une année entière de lutte contre le coup d'État

Échos de la révolution soudanaise

الردة مستحيلة - صوت الثورة السودانية

Au terme de la **"Révolution de Décembre 2018"**, les Soudanais•e•s sont parvenu•e•s à renverser le dictateur Omar El-Béshir, qui était au pouvoir depuis trente ans. Grâce à leur longue lutte pacifique, ils et elles ont obtenu en 2019 la mise en place d'un gouvernement de transition où le pouvoir était partagé entre une partie civile, dirigée par le Premier Ministre Abdullah Hamdok, et les militaires, à la tête desquels se trouvait le général Al-Burhan. Mais lundi 25 octobre 2021, Al-Burhan a dissout le Conseil de Souveraineté, arrêté de nombreux ministres et s'est proclamé seul chef du pays. Il a prétendu faire ce coup d'État pour "éviter la guerre civile" et "rectifier le cours de la révolution". Difficilement crédible de la part d'un des principaux agents de la répression sous Al-Béshir...

Le 30 octobre 2021, les Soudanais•e•s descendaient en masse dans la rue pour rejeter ce coup d'État, qui a brisé les rêves de liberté et de démocratie de la révolution de 2018. Pendant un an, la population soudanaise n'a pas cessé de manifester pour exiger le départ des militaires. Grèves, cortèges, barricades : retour sur une année entière de lutte au Soudan.

LE RETOUR DES MILITAIRES AU POUVOIR : UN BILAN CATASTROPHIQUE

Ce coup d'État a fait tomber le pays dans une grave crise économique et politique. En effet, depuis octobre dernier, la communauté internationale, à la suite des États-Unis, a suspendu l'aide financière en direction du Soudan pour condamner les pratiques anti-démocratiques de Burhan, ce qui a plongé le pays dans une grande instabilité. A cause de cela, des conflits se sont déclenchés quasiment partout dans le pays, au sud comme à l'ouest, au centre comme à l'est. Cela est dû en partie à l'incapacité des putschistes de contrôler le pays, mais également au rôle actif joué par les membres de l'ancien régime encore au pouvoir, qui cherchent à mettre le feu aux poudres partout dans le pays en fournissant des armes et en soutenant certaines factions contre d'autres.

Devant cette situation catastrophique, la mobilisation n'a jamais cessé au Soudan, du 25 octobre 2021 à aujourd'hui. Chaque semaine, les **comités de résistance**, organisations locales auto-gérées, actrices à la fois des mobilisations et de la solidarité de quartier, ont lancé des manifestations dans toutes les villes et villages du pays. Des grèves ont eu lieu toute l'année, bloquant plusieurs secteurs.



UN AN DE RÉPRESSION ET LA LUTTE CONTINUE.

Selon les syndicats des médecins, la répression depuis un an aurait fait plus de 116 mort•e•s et 7000 blessé•e•s. Les autorités tirent à balles réelles sur les manifestant•e•s ou utilisent le viol comme arme de répression. Les violences ont lieu dans les manifestations mais aussi en-dehors, lors d'arrestation des opposant•e•s politiques et les membres des comités de résistance dans la rue ou à leur domicile.

AUTOMNE 2021

Le 25 octobre 2021, les rues de Khartoum et d'autres villes soudanaises se sont remplies de manifestant-e-s pour rejeter le coup d'État, aux cris du slogan : "Le retour en arrière, pas question !". Les forces putschistes ont tué sept manifestant-e-s, faisant de nombreux-ses autres blessé-e-s et prisonnier-e-s. Pendant plusieurs jours, une désobéissance civile complète a été organisée, paralysant la capitale.

Le 30 octobre, la première « millioneya » (manifestation d'un million de personnes) s'est organisée contre le coup d'État, malgré les coupures d'Internet, à Khartoum, Omdurman et Bahri et dans plus de 20 autres villes du pays. Le même jour, des milliers de Soudanais-e-s ont manifesté dans le monde entier en solidarité. Après cela, les manifestations se sont poursuivies à hauteur de deux par semaine.

Le 13 novembre, les comités de résistance ont appelé à une manifestation qui a été rejointe en masse. Des « hackers » ont réussi à rétablir internet, d'où les nombreuses vidéos publiées en ligne qui ont pu montrer au monde entier la détermination des Soudanais-e-s. Huit manifestant-e-s ont été tué-e-s par la répression des militaires.

Le 21 novembre, Hamdok a été libéré et a signé un accord avec Al-Burhan. Cet accord a été vécu comme une trahison par la population soudanaise, qui est sortie les 25 et 30 novembre pour manifester son opposition.

HIVER 2021-2022

Le 19 décembre, une immense manifestation a eu lieu dans tout le pays. A Khartoum, les manifestations ont pris une dimension insurrectionnelle avec l'occupation de la place du palais présidentiel par les manifestant-e-s.



Début janvier, les manifestations ont repris, avec les familles de martyrs en tête des cortèges. Le début de l'année a également été marqué par des sit-ins dans le Nord du pays, et les blocages de la route entre le Soudan et l'Égypte menés par les agriculteurs, soutenus par les comités de résistance locaux, pour demander au gouvernement d'intervenir contre la montée des prix de l'électricité. Les manifestant-e-s laissaient passer les convois urgents et les ambulances mais bloquaient les convois qui nourrissent les échanges entre l'armée soudanaise et l'Égypte, afin d'affaiblir le gouvernement.

Le 17 janvier, une grande manifestation a eu lieu, réprimée de manière si féroce qu'on la surnomme : « le massacre du 17 janvier ». Ce jour-là, la barre des 100 manifestant-e-s tué-e-s depuis le coup d'État a été atteinte. Pour réagir à ce massacre, deux jours de grève générale ont été organisés pour pleurer les martyr-e-s et soutenir leurs familles.

Les violences ont ressurgi au Darfour où, le 21 janvier, 7 personnes ont été massacrées par les Janjaweed. Les habitant-e-s des camps de déplacés, dont le camp de Zamzam, ont manifesté et organisé des blocages de la route entre El-Fasher et Nyala pour condamner les attaques qu'ils subissaient.

Le 28 février, les comités de résistance du Grand Khartoum ont publié officiellement leur charte « pour renverser le coup d'État du 25 octobre », fruit de mois entiers de travail de réflexion pour proposer une nouvelle constitution démocratique pour le Soudan.



PRINTEMPS 2022

Mars a été marqué par le grand cortège du 8 mars organisé par les féministes soudanaises, qui a tristement été suivi de

l'arrestation de plusieurs figures féministes de la contestation par les forces de sécurité. Des grèves d'enseignant-e-s et d'étudiant-e-s ont eu lieu à Kassala, Nyala, Atbara, Khartoum et Damazin pour protester contre l'insécurité alimentaire. Les lycéen-ne-s de plusieurs villes au Darfour-Sud ont également fait grève pour protester contre les attaques qui ciblaient leurs enseignant-e-s.

Le 1er avril, les violences au Darfour ont repris, pour continuer tout au long du mois d'avril. Les Forces de Support Rapide ont fait au moins 200 mort-e-s au sud du Darfour, dans la région de Jabal-Moon. Dans tout le pays, des manifestations de soutien ont eu lieu pour demander que cessent ces violences.

Le 6 avril, une « millioneya » a eu lieu pour célébrer l'anniversaire des révolutions soudanaises de 1985 et 2019. Des milliers de personnes sont sorties manifester contre le régime militaire dans tout le pays, malgré le jeûne du ramadan et les températures avoisinant les 40°C. Dans ces conditions difficiles, une belle solidarité a été mise en place par la population pour soutenir les manifestant-e-s.

ÉTÉ 2022

Le mouvement révolutionnaire a repris en force le 30 juin, lors d'une manifestation de masse suivie immédiatement par des sit-in un peu partout dans le pays, dans plus de 40 villes soudanaises, pour demander le départ immédiat des militaires. Ces sit-in ont finalement été dispersés dans la violence le 11 juillet.

Suite à cette intense mobilisation, le 4 juillet 2022, Al-Burhan a annoncé la dissolution du Conseil de souveraineté de transition et le retrait de l'armée du processus politique une fois qu'un nouveau gouvernement aurait été formé, donnant un peu d'espoir pour une issue prochaine.



Au mois d'août, face aux massacres dans la région du Nil Bleu qui a fait des centaines de victimes, les organisations de la société civile ont organisé une assistance humanitaire pour les déplacés.

Le mois de septembre a été marqué par les tentatives d'unification entre les différentes forces de l'opposition, qui tentent de forger de nouvelles alliances et de proposer un texte constitutionnel commun.

En pleine crise économique, les grèves ont repris fin septembre à Damazin, Khartoum, El Fasher, El Gedaref et Kadugli contre la montée des taxes. Enfin, le 30 septembre, des milliers de manifestant-e-s sont descendu-e-s dans les rues de Khartoum, Wad Madani, Nyala, Dongola et Atbara à l'appel des comités de résistance, pour entamer un mois entier de mobilisation afin d'obtenir le départ définitif des militaires.

UN AN APRÈS LE COUP D'ÉTAT... ESPOIR D'UNE ISSUE OU ÉCHEC ?

Le 6 octobre, les comités de résistance ont publié une nouvelle « charte révolutionnaire pour l'établissement du pouvoir du peuple », synthèse de deux propositions de charte. La nouvelle charte a été signée par 55 comités de résistance et autres organisations révolutionnaires.



Malgré les coupures d'internet, mardi 25 octobre, pour l'anniversaire du coup d'État, une immense manifestation a eu lieu à Khartoum et dans le reste du pays. Des affrontements ont eu lieu entre les forces de sécurité soudanaise et les manifestants, et un manifestant a été tué par un véhicule de police.



Le lundi 05 décembre 2022, certains partis politiques civils, rassemblés dans la coalition « les Forces de la Liberté et du changement », ont signé un nouvel accord de transition avec les militaires. La population soudanaise est divisée : s'agit-il d'une issue du conflit ouvert par le coup d'État, un nouvel espoir pour l'avènement d'un gouvernement civil ? Ou d'un retour en arrière à la situation avant le coup d'État, signifiant qu'après un an de mobilisation, les soudanais-e-s n'ont obtenu aucune garantie pour protéger les acquis de la révolution ? De leur côté, il est clair que les militaires ont tout intérêt à voir signer cet accord, qui leur permettra de rester au pouvoir tout en donnant au Soudan le visage d'un pays en voie vers la démocratie.

Les comités de résistance, fer de lance des mobilisations, on affirmé leur rejet de cet accord. Dans la proposition de charte provisoire scellant l'accord entre forces civiles et militaires, beaucoup de choses posent question, comme la relation floue entre l'armée officielle et la milice des « forces de support rapide » (responsable de massacres au Darfour ainsi que de la répression des manifestations à Khartoum, notamment le massacre du 3 juin 2019 et du 17 janvier 2022). De plus, ni dans la charte, ni dans le processus de négociation, le rôle des comités de résistance n'est reconnu à sa juste place, alors qu'ils sont les principaux représentants du mouvement révolutionnaire rejetant le coup d'État et la dictature sous toutes ses formes.

Les comités de résistance ont réaffirmé leur adhésion au slogan « des trois "Non" » prôné depuis un an par le mouvement de résistance : « Pas de partenariat (avec les militaires) et pas de capitulation ». Ils précisent que leur objectif reste de renverser le coup d'État en poursuivant les manifestations révolutionnaires jusqu'à l'abandon complet du pouvoir par les militaires, et jusqu'à ce que justice soit rendue pour les victimes de crimes de guerre, de génocide, et de la répression par les forces armées.



SLOGANS DE LA REVOLUTION

هتافات الثورة

La chute, c'est tout [s'adresse au régime] :
 تسقط بس
 "Tasgud bas !"
 Tombe, c'est tout !

Liberté, paix et justice, la révolution est le choix du peuple.
 حرية سلام و عادلة
 الثورة خيار الشعب
 "Huryia, salam, wa Adala ! Al-thoura khyar al cha'b !"

Le pouvoir aux civils !
 مدنية
 "Madaniaaaaaaa !"

Pas de négociations, (avec les militaires) pas de partenariat, pas de capitulation !
 لا تفاوض لا شراكة
 لا شرعية
 ["La tafaoud, la chiraka, la char'ya"]

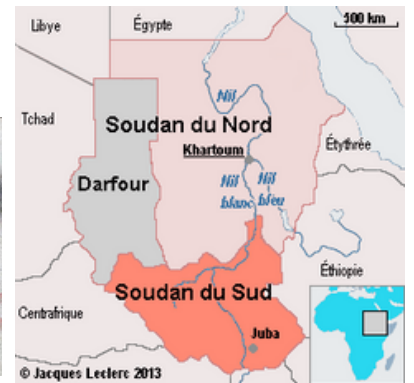
Les militaires, retournez à vos casernes !
 العسكر للسكنات
 "Al a'skr lil sakanat !"

Toi le raciste et le lâche, nous sommes tous des femmes !
 يا عنصري و جبان
 كل البلد نسوان
 (Tout le pays est solidaire avec les femmes)
 "Ya o'nsouri ya jaban ! Koul al bilad nisouan !"

Toi le raciste et l'arrogant, nous sommes tous darfouris !
 يا عنصري و مغرور
 كل البلد دارفور
 (Tout le pays est solidaire avec le Darfour)
 "Ya o'nsouri ya marrou ! Koul al bilad Darfour !"

AU SOUDAN, UNE LONGUE HISTOIRE RÉVOLUTIONNAIRE

- JANVIER 1956 • Indépendance du Soudan vis-à-vis de la double tutelle Grande Bretagne/Égypte.
- 1958 • Coup d'État du général Aboud.
- OCTOBRE 1964 • La **"Révolution d'Octobre"**, grande révolution populaire, fait chuter le régime de général Abboud.
- MAI 1969 • Coup d'État du général Jafar Al-Nimeri.
- 1983 • Suite à des années de discrimination envers la région Sud du Soudan, où l'expression culturelle et religieuse des populations locale est réprimée, le mouvement SPLM initie une rébellion armée contre le Soudan du Nord.
- AVRIL 1985 • Une **deuxième grande révolution** met fin au régime de Nimeri
- 1989 • Coup d'État du front islamique mené par Omar El-Béchir et Hassan Al-Turabi. Plusieurs **mouvements armés** du Darfour entrent en guerre contre le régime, notamment SLM et SLA dirigés par Minni Minawi et Abd Al-Wahid Al-Nour.
- 2003-2007 • Les milices **Janjaweed**, soutenues par le gouvernement, massacrent des milliers de villageois-e-s au Darfour. Plus d'un million de darfourien-e-s doivent fuir à cause de ces attaques et vivre dans des camps de déplacé-e-s
- 2011 • Référendum d'auto-détermination au Soudan du Sud : aboutit à la **séparation du Soudan du Sud**.



- 17 DÉCEMBRE 2018 • Manifestations étudiantes à Al-Fashir (Darfour) et dans le Nil Bleu, contre la hausse des prix, notamment du pain et de l'essence.
- 19 DÉCEMBRE 2018 • Le siège du parti au pouvoir est incendié à Atbara, les manifestations s'étendent dans tout le pays. Début de **"la Révolution de Décembre"**.
- 6 AVRIL 2019 • Début de l'**occupation de la place d'Al-Qyada**, devant le Quartier Général du Ministère des Armées par les manifestant-e-s. La place devient l'épicentre de la révolution : des événements culturels et politiques sont organisés chaque jour, et les militant-e-s dorment sur place pendant deux mois. Des places sont aussi occupées dans d'autres villes du pays.
- 11 AVRIL 2019 • Omar el-Bashir, après 29 ans au pouvoir, est destitué par l'Armée
- 21 AOÛT 2019 • Accord entre civils et militaires. Début de la période transitionnelle. Abdallah Hamdok est nommé Premier Ministre. Le gouvernement de transition est formé de 5 militaires et 6 civils. Burhan doit diriger le Conseil de Souveraineté durant 21 mois (jusqu'en novembre 2021) avant de laisser sa place à un des membres civil. Des élections nationales sont prévues en 2023.
- 25 OCTOBRE 2021 • Coup d'Etat de l'armée. Al-Burhan dissout le gouvernement et se nomme seul chef. Le pays entre en résistance.
- 05 DÉCEMBRE 2022 • Après un an d'opposition inlassable de la rue et face à une situation économique et politique désastreuse, Al-Burhan signe un nouvel accord de transition avec certains partis politiques civils.



LE REGGAE POUR LA RÉVOLUTION

UNE HISTOIRE DE DRAPEAUX



Au moment de l'indépendance, le drapeau du Soudan était un drapeau bleu, jeune et vert – représentant le Nil, le désert et la forêt. Ce drapeau fait référence d'une part aux différentes composantes culturelles et ethniques, car il représente la diversité géographique du pays. Et d'autre part il fait référence à une identité "africaine" en évoquant le paysage africain. Ce drapeau avait été utilisé dès 1954 comme symbole des révoltes populaires contre la double tutelle égyptienne et britannique du Soudan, et garde depuis cette date sa connotation de contestation.



En 1970, Jafar Mohammad Nimeiri, alors dirigeant du Soudan, décide de changer ce drapeau et de le remplacer par le drapeau actuel. Ce drapeau (que certains à l'étranger confondent avec le drapeau palestinien) est composé de rouge (le sang des martyrs), de blanc (symbole de la paix), de noir (symbole de l'autorité), et de vert (couleur de l'espoir et aussi de l'agriculture). Ce drapeau fait l'objet de controverses, parce que certain-e-s Soudanais-e-s considèrent qu'il présente le Soudan comme un pays arabe plutôt qu'un pays africain, dans un contexte où le régime a cherché à imposer une culture arabe et musulmane unique au mépris de la diversité culturelle du pays.



C'est pour cela que dans les cortèges et manifestations, on peut voir les deux drapeaux côte à côte : l'ancien drapeau aux couleurs jaune, bleue et verte a été remis au goût du jour.

La chanson a joué un grand rôle dans la contestation populaire et l'histoire politique du Soudan, avec des chanteurs mythiques des différentes révolutions et soulèvements, comme Mohamed Wardi. La nouvelle génération a elle aussi ses légendes : parmi eux, Ayman Mao, un des "inventeurs" du reggae soudanais. Il chante en arabe soudanais, autour de thèmes politiques, sur des rythmes et des mélodies inspirées de Jamaïque et de Bob Marley. Il revendique une identité soudanaise panafricaine, dans un pays où le gouvernement a tenté d'imposer une identité arabe et musulmane unique. Sa chanson "Dam" (Sang) est devenue un des hymnes de la révolution de décembre 2018, et est toujours entonnée et diffusée lors des manifestations. Lors du sit-in d'avril 2019 sur la place d'Al-Qyada ses amis et camarades organisent sa venue surprise. Après des années d'exil, il apparaît sur une scène improvisée sur la place, devant une foule d'un million de personnes, où il fait son premier concert dans le pays. Il entonne alors sa chanson "Dam" (Sang), et la foule, hurle, après chaque couplet, "thawra" ("Révolution !")



Mohamed Wardi, grand chanteur communiste soudanais et icône de la révolution de 1985



Ayman Mao lors de son concert sur la place d'Al-Qyada, avril 2019

REFRAIN :

Heh, ils te paient combien, pour faire couler le sang ? دفعولك كم ؟ عشان تقلبا دم
Hein, ils t'ont acheté combien, pour faire couler le sang ? إشتروك بي كم ؟ عشان تقلبا دم

COUPLET 1

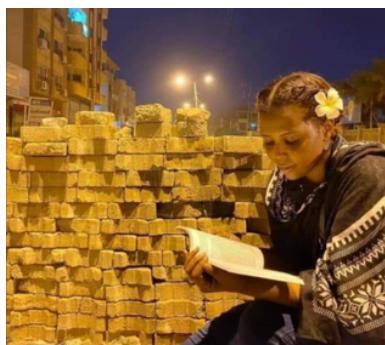
Ils tirent à balles réelles, راب ثوري رصاصه حي
Mais ils disent que les balles font rien, ويقولو ليك مطاطة
Les Janjawids [milices coupables du génocide du Darfour], دليل جنجويد جنجويد رباطة
c'est eux les vrais criminels ! قالوا القضية هلوسة وحواة
Ils disent que notre cause, c'est une cause de rêveurs et de drogués عاملين عصبجية
Ils disent qu'on est qu'une bande de délinquants ونحن ناس شفّاتة
Mais nous, on a du style, on s'abaisse pas à ça ما بشيل بندقية
On n'a pas d'armes, في يدي البلاطة
Dans notre main, on n'a que des briques, برجم الفساد برجم الوساطة
Et on vise la corruption, on vise les pistons, الكوز النيجوا الحلة ساطة
On vise le traître de notre quartier, ينقل في الكلام بس تقول مشّاطة
Qui fait des rapports sur nous comme les pires commères.

COUPLET 2 :

Ils ont balancé des balles, ils ont balancé des lacrymogènes, كبسوا البارود كبسوا البيمان
Ils ont rassemblé tous les traîtres, لملموا الحشود جمعوا الكيزان
Et nous, comme les lions au milieu de l'arène [la place, référence à la place d'Al-Qyada] نحن كالأسود جوا الميدان
On sort pour libérer le Soudan ! نحن ناس مارقين نحرّر السودان
On est sortis des maisons, on est sortis de chez nous, مرقنا من البيت مرقنا من الدار
Pas pour l'essence, ni pour les prix, ما عشان بنزين ما عشان أسعار
On est sortis pour obtenir justice ! نحن ناس مارقين دايرين نجيب النار
Contre l'instrumentalisation de la religion من تجار الدين القتلتوا الثّوار
Qui a tué les révolutionnaires. دفعولك كم ؟
Ils t'ont payé combien ?

LES COMITÉS DE RÉSISTANCE : UNE RÉVOLUTION PAR LA BASE

Les **comités de résistance** – également connus sous le nom de comités de quartier – ont émergé comme un acteur central dans la lutte des Soudanais•e•s contre le précédent régime islamiste. Ils ont été le pivot du succès de la révolution de décembre 2018, qui a déraciné le régime du dictateur Omar el-Béchir. Ils ouvrent également de réelles perspectives de démocratie directe, « par la base », grâce à leur expérience de l'autogestion et leur implantation locale.



A Khartoum, début novembre 2021, une révolutionnaire surveille pendant la nuit la barricade construite par ses camarades.

LES COMITÉS DE QUARTIERS : UNE CONVERGENCE ENTRE LA SOLIDARITÉ LOCALE ET LA RÉSISTANCE POLITIQUE.

À l'origine, les comités de résistance étaient de simples groupes de citoyens et citoyennes qui se sont formés dans les quartiers de différentes villes au Soudan, afin de mettre en place par eux-mêmes les services de base qui manquaient dans les quartiers, tels que l'électricité et l'eau, et d'améliorer les conditions et les services dans les écoles et les hôpitaux (en achetant du matériel scolaire ou médical, en rénovant les bâtiments). Par exemple, en septembre 2019, dans le village de Zuhai (état de Gezira), les comités de résistance ont lancé une campagne de reconstruction du puits du village ; dans le quartier Klakla à Khartoum, en janvier 2020, ils ont organisé un grand nettoyage collectif des espaces publics alors que les ordures s'accumulaient dans la rue dans l'indifférence des pouvoirs publics. Dans la ville d'Al Obeid, en avril 2021, ils ont planté des arbres pour

soutenir la production de gomme arabique qui fait la richesse économique de la ville. Ces mouvements d'autogestion locale regroupent des habitant•e•s du quartier qui appartiennent à toutes les différentes classes d'âge et classes sociales, même si les jeunes y sont particulièrement actifs et actives.



Al-Obeid, octobre 2019, les jeunes du comité de résistance plantent des arbres à gomme arabique dans la ville.

En septembre 2013, après la séparation du Soudan du Sud et la perte des ressources pétrolières de cette région, une grande crise économique a frappé le Soudan du Nord, ce qui a déclenché un mouvement, une révolte populaire. Les comités de résistance se sont alors trouvés aux premiers rangs de cette révolte, exigeant la chute du régime. À partir de cette époque, les comités de résistance sont devenus un acteur politique important dans l'arène politique soudanaise, au même niveau que les organisations politiques et les syndicats.

Leur apparition a poussé l'ancien régime, dirigé par Omar el-Béchir, à concentrer principalement la répression sur ces comités de résistance. Le régime a cherché à les démanteler afin qu'ils n'étendent pas leur influence dans les quartiers où ils étaient actifs, parfois en tant qu'organisations politiques et parfois en tant qu'associations de services sociaux et humanitaires.

Le rêve des citoyen•ne•s et militant•e•s des comités de résistance était de reconstruire le pays par la base, en commençant par l'échelle

Sulocale du quartier. Petit à petit, la confiance et le soutien que leur ont témoigné les habitant•e•s leur ont donné l'enthousiasme d'étendre ce rêve à la nation toute entière. Ils ont lancé le hashtag « Hanabniho », qui signifie « nous le reconstruirons », sous-entendu le pays.

UNE ACTIVITÉ POLITIQUE ET SOCIALE CONSTANTE DEPUIS LA RÉVOLUTION DE 2019.

Après la chute du régime en avril 2019, les comités de résistance sont restés constamment actifs, essayant de protéger les acquis de la révolution. Dans le même temps, ils ont essayé de reconstruire ce que le régime précédent avait détruit, désintégrant le tissu social et la vie culturelle dans les quartiers (notamment par la fermeture des cinémas et des centres culturels, et la mise en vente de leurs locaux). Par exemple, à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes le 8 mars 2020, les comités de résistance du quartier d'Arkawit à Khartoum ont mis en place clinique ouverte où toutes les femmes pouvaient venir se soigner gratuitement et faire gratuitement des analyses médicales, ainsi que des distributions de serviettes hygiéniques et des ateliers de formation sur le cancer du sein. Les comités de résistance ont également organisé des conférences sur l'avenir de la démocratie au Soudan, ainsi que des ateliers d'auto-formation politique. Ils ont participé à créer des syndicats de femmes et d'étudiant•e•s, profitant de l'espace de liberté accordé par la révolution.

Au cours des deux dernières années, alors que le pays en transition était frappé par une inflation destructrice, et en proie à des fluctuations démentielles de la valeur de la monnaie (la livre soudanaise), ces **comités de quartier** se sont attelés à lutter à leur échelle contre la petite corruption en constituant des équipes d'« observateurs et observatrices du marché » qui veillent que les commerçant•e•s ne fassent pas monter leurs prix en profitant de la pénurie de certaines ressources et profitant ainsi de la misère des habitant•e•s. Sur les réseaux sociaux, on peut ainsi voir de plusieurs villes des photos de jeunes gens qui campent dans les boulangeries pour vérifier

que les boulangers ne monopolisent pas de stocks de farine dans l'espoir de vendre leur pain beaucoup plus cher les jours de pénurie. Dans le village d'Al-Hilalia (Etat de Gezira), en octobre 2019, les comités de résistance ont porté plainte contre un boulanger qui vendait de la farine périmée à tout le quartier.



Khartoum, quartier d'Al-Shuahada, réunion publique en septembre 2019

Sous le régime d'Omar El Béchir, les autorités locales étaient regroupées dans les « **comités populaires** » qui menaient des politiques autoritaires et caractérisée par la corruption, cherchant à détruire toute forme de démocratie locale. Après la révolution, les comités de résistance ont tenté d'empêcher que ce système se reproduise par le simple transfert de pouvoir d'une autorité à une autre : certains ont tenté de détruire des papiers administratifs nécessaires à la prise de fonction des nouvelles autorités pour protester contre cet ancien système et exiger de nouvelles formes de démocratie locale.

Dans certains cas, les comités de résistance sont parvenus à récupérer les biens communs arrachés par le régime précédent, telles que les places publiques qui avaient été vendues à des patrons et investisseurs proches du pouvoir.

Alors que le régime menait une politique de division sur des bases racistes, les militant•e•s des comités de résistance travaillent au quotidien à créer du lien entre les habitants du quartier pour reconstruire un climat social de paix.

LE FER DE LANCE DES MOBILISATIONS ACTUELLES.

Ces dernières semaines, pendant les mobilisations de masse qui ont éclaté à la suite du coup d'état du 25 octobre 2021, les comités de résistances sont apparus comme les acteurs principaux dans l'organisation et la coordination des différents cortèges. Ils ont ainsi remplacé l'Association des Professionnels Soudanais qui avait joué le rôle

pendant la mobilisation de 2018. A la suite de la révolution, c'est l'Association des Professionnels qui a joué le rôle de représentant de la société civile dans le gouvernement de transition, formé d'une coalition entre les civils et les militaires. L'expérience très décevante du gouvernement de transition, qui a abouti au coup d'état actuel, a largement participé à décrédibiliser l'Association des Professionnels dans l'opinion publique soudanaise. Or aujourd'hui, si les comités de résistances ont pu prendre la place de l'Association des Professionnels, c'est parce qu'ils ont su obtenir la confiance des révolutionnaires, une confiance que l'Association des Professionnels comme les partis politiques avaient perdu au cours des dernières années.



Village de Suriba (Etat de Gezira), juillet 2019, un membre du comité de résistance peint des slogans

Ainsi, à peine le coup d'état annoncé, les comités de résistances ont lancé un appel à manifester pour s'y opposer. Ils se sont activés pour mobiliser dans les quartiers et informer les habitants de l'importance de

participer à la manifestation, distribuer des tracts dans leurs quartiers, dessiner des graffitis recouvrant les murs des slogans et horaires et manifestations. Ils ont également utilisé les haut-parleurs des mosquées pour s'en servir pour diffuser des discours politiques. Les veilles de manifestation, ils construisent pendant la nuit des barricades avec des briques et des objets de récupération afin d'entraver la circulation des forces de l'ordre et de protéger les habitant•e•s du quartier des attaques des militaires et des milices. Cette stratégie ingénieuse a largement prouvé son efficacité dans la protection des manifestant•e•s.



A Khartoum, début novembre 2021, des révolutionnaires construisent une barricade.

UN AVENIR POUR LA DÉMOCRATIE AU SOUDAN ?

Les comités de résistance sont composés de citoyen•ne•s qui n'ont pas tous et toutes une expérience dans le monde politique, mais ils s'organisent pourtant avec un grand professionnalisme, essayant de mettre en œuvre la démocratie dans leur manière de prendre les décisions. Ils s'organisent sans avoir recours à des chefs, seulement à des délégué•e•s qui se coordonnent ensuite au niveau de l'arrondissement, puis encore au-dessus, au niveau de la ville. C'est cette démocratie interne qui leur a permis de rester unis et forts, et non pas divisés comme le sont les partis politiques au Soudan.

Depuis la reprise de la mobilisation révolutionnaire, les médias internationaux se réfèrent tout le temps à l'Association des Professionnels Soudanais, comme si c'était eux qui organisaient les manifestations et qui étaient le visage de la révolution, comme en 2019. Or, c'est totalement faux : l'Association des Professionnels a été décrédibilisée par son alliance avec les militaires au cours de la période de transition et aujourd'hui, ils sont totalement absents du champ politique. Aujourd'hui ce sont bien les comités de résistance qui organisent les manifestations, c'est-à-dire que la rue s'organise elle-même, rejetant les syndicats et les partis traditionnels qui représentent une classe d'élites, et non pas la réalité de la population soudanaise. Mais les médias internationaux n'arrivent pas – ou ne veulent pas – imaginer qu'une révolution puisse être réellement menée par la base, sans représentants et sans chefs...

Les Soudanais•e•s voient aujourd'hui que les comités de résistances peuvent être une alternative aux partis politiques qui ont échoué à créer un climat commun d'action collective pour trouver des solutions aux problèmes du Soudan. Grâce à leur structure autogérée, ils brisent le monopole des élites politiques et initient une réelle démocratie participative au Soudan dans laquelle tout le monde a le droit de décider.

QUI SONT LES ALLIÉS DU COUP D'ÉTAT MILITAIRE ?

↳ **L'Union Européenne** : Même si les pays européens ont officiellement condamné le coup d'État, cela fait longtemps que l'armée soudanaise est un partenaire privilégié de l'UE dans le cadre de sa politique de lutte contre l'immigration. Le processus de Khartoum, signé en 2014, a ainsi permis le financement et la fourniture d'équipements aux milices **Janjaweds**, rebaptisées "Forces de Support Rapide" pour les charger d'assurer le blocage des migrants à la frontière libyenne. En réalité, ce sont ces milices qui sont responsables du génocide au Darfour.

↳ **Les pays du Golfe** (notamment l'Arabie saoudite) : soutiennent Al-Burhan qui a coordonné l'envoi de troupes soudanaises au Yémen lorsqu'il était commandant des forces terrestres. L'Arabie Saoudite, mais également son fidèle allié, les Émirats arabes unis, sont deux pourvoyeurs importants d'aides financières.

↳ **L'Égypte** : le général Abdel Fattah al-Sissi, lui-même depuis 2013 à la tête d'une dictature militaire qui a volé une révolution populaire, voit d'un mauvais œil l'instauration dans un pays voisin d'un régime démocratique civil.

↳ **Israël**, dans un objectif de fragilisation du front des pays arabes et musulmans, a normalisé, grâce à l'aide des États-Unis, ses relations avec le Soudan en négociant secrètement avec Al Burhan depuis des années, sans l'accord de la partie civile du gouvernement.

↳ **La Russie**, depuis la chute d'El-Béshir, a accentué sa coopération avec les militaires afin d'obtenir un accès à la Mer rouge. La milice "Wagner" exploite également les principales mines d'or du pays. La Russie constitue ainsi, et l'affirme haut et fort, un soutien extrêmement important des responsables du coup d'état.

LES COMBATS DES FEMMES SOUDANAISES

ثورتنا دي ثورة بنات

"Notre révolution, c'est la révolution des filles !"
(Slogan dans les manifestations de 2019)

LES FEMMES DANS L'HISTOIRE SOUDANAISE.

L'histoire des femmes soudanaises est une histoire de dirigeantes et de combattantes, de femmes puissantes et courageuses, dans une civilisation parmi les plus anciennes au monde. Prenons par exemple la figure d'Amanirenas : elle dirigeait, au premier siècle avant Jésus-Christ, le royaume de Kush ; elle a combattu l'Empire Romain et repoussé ses armées. Salah Omar, dans son livre "Les femmes qui ont dirigé l'ancien Soudan", revient sur ces figures ; elle cite Shankar Khitou, première femme à avoir assumé le rôle de reine du royaume Marawi, ou encore Muhairah bint Abboud, qui a organisé le meurtre du khédivé d'Égypte et du Soudan sous l'Empire Ottoman. Les mères des rois avaient également un pouvoir large et étendu. La mère, comme la sœur, étaient incluses dans les lignées d'héritage royal. Ce sont d'ailleurs de ces figures que l'on tire le nom de « **kandakat** », les reines nubiennes et femmes de pouvoir. Ce terme est aujourd'hui repris pour désigner les femmes qui bravent courageusement le régime et ses interdictions.

L'héritage culturel africain, a permis aux femmes soudanaises au fil des siècles, de puiser les forces nécessaires pour lutter contre la colonisation, puis la dictature. De cet héritage, elles ont tiré une certaine originalité, et des formes de résistance particulières.

Avec l'entrée de la religion chrétienne au Soudan, ainsi que l'islam et les migrations arabes, le système matrimonial a pris fin, et a été remplacé par un système de domination masculine, qui a affecté le statut des femmes pendant des centaines d'années.

Les conditions sociales et économiques n'étant pas favorables, les femmes ont été employées à titre gratuit par les hommes dans les maisons. Ce travail domestique prenait – et prend toujours – de multiples formes, et faisait peser sur elles de nombreuses responsabilités, comme celle d'amener l'eau ou le bois de chauffage, de le ramener sur de longues distances. C'est toujours le cas dans les villages et camps de réfugiés, où elles continuent à fournir la nourriture, les moyens de subsistance, à travailler dans les fermes et sur les terres qui appartiennent aux hommes.

La distribution actuelle des richesses et de la propriété s'appuie sur une idéologie patriarcale et capitaliste. Sous le régime d'Al-Béshir, les femmes sont par exemple exclues du système bancaire ; ne pouvant épargner ou gérer seules leurs revenus, elles sont donc maintenues au niveau de la production individuelle. La division du travail a continué. L'influence de la colonisation dans le processus de renforcement des inégalités n'est pas négligeable : la colonisation n'a pas visé, ni autorisé, la libération des femmes, et a même confisqué aux femmes la possibilité d'une éducation émancipatrice. Jusqu'au début du vingtième siècle, l'éducation des filles était confinée aux écoles religieuses, celles d'évangélisation chrétienne et l'école coranique. Les efforts du réformiste Babiker Badri ont par la suite permis d'ouvrir la première école publique de filles en 1907. Pendant la première moitié du vingtième siècle, l'école publique en est restée à ses balbutiements, et les opportunités pour les filles restaient extrêmement faibles comparées à celles des garçons, en grande partie à cause des coutumes et traditions qui empêchaient les femmes d'accéder à l'école. Avant la scolarisation massive des filles, peut-on parler de mouvements féministes ? Il y avait, certes, des formes de solidarité locales, mais il est certain que l'éducation a

permis d'organiser et systématiser le mouvement des femmes pour leurs droits. Dr. Fatima Babiker recense ces formes de solidarité dans son livre *Les tendances idéologiques dans le mouvement des femmes soudanaises*. Elle parle notamment de moyens de pression sur les hommes mis en œuvre par les femmes, comme l'abstinence sexuelle, et donne des exemples de la solidarité collective à échelle locale.



Avec la consolidation de l'éducation et l'augmentation du nombre de filles scolarisées, les premiers mouvements

féministes soudanais ont fait leur apparition. L'Association des Jeunes Filles Eduquées, a été créé par Khalda Zaher, qui était aussi la première médecin soudanaise. Ensuite ont été fondées d'autres associations comme l'Association des Enseignantes, et d'autres associations féministes, basées surtout sur les corps de métier. Cet ensemble d'associations et de groupements a permis de fonder l'**Union des Femmes Soudanaises** en 1952, qui était composée d'étudiantes et de professionnelles. Cette Union reste la plus grande structure féministe de l'histoire contemporaine du Soudan : elle a atteint son apogée entre 1952 et 1956, avec un périodique nommé "Les Voix des Femmes". L'Union était dirigée par Fatima Ahmed Ibrahim, première femme à être élue au Parlement, et rassemblait plus de quinze mille membres, ce qui en faisait une des organisations féministes les plus étendues et efficaces du continent africain.

L'Union a rencontré une forte opposition dans la société, qui l'a accusée de ne pas respecter les coutumes et traditions. Mais, grâce à l'Union, les femmes ont remporté certains droits, comme le droit de vote, le droit de se présenter aux élections, le droit à un salaire égal, parmi d'autres.

Il faut cependant noter que cette Union était composée de femmes du Nord et du Centre du Soudan, et qu'elle a omis les problèmes relatifs aux femmes rurales. Cette Union a

échoué à représenter l'ensemble des femmes soudanaises, dans leur diversité culturelle, religieuse et ethnique, ce qui est un problème grave.

Avec la montée du mouvement islamiste et l'instauration des lois de la charia islamique en 1983, l'association a été interdite, comme d'autres partis politiques, et ses membres réprimées, comme d'autres leaders progressistes ou réformistes. En 1989, les Frères musulmans ont pris le pouvoir par un coup d'Etat, et ont repris les lois de charia, auxquelles les Soudanais et Soudanaises ont continué de résister, notamment contre une de ces lois, appelée « loi de l'ordre public ».

LA LOI DE L'ORDRE PUBLIC SOUS LE RÉGIME ISLAMISTE (1989-2019)

Le gouvernement islamiste de 1989 a instauré, via **la loi de l'ordre public**, son projet politique modestement intitulé « réforme de l'homme soudanais » ; ce projet, c'était en réalité la construction d'un Etat religieux, qui a imposé au pays une identité arabo-islamique étriquée, et appliquée par la force des meurtres, exclusions et déplacements de population.

La loi de l'ordre public visait à changer les coutumes existantes, dont certaines étaient caractérisées par une relative tolérance, notamment vestimentaire ou sociale, à l'égard des femmes. Cette loi visait à les remplacer par de l'extrémisme religieux, en mettant par exemple en place un article condamnant toute forme de « sorcellerie », qui visait en réalité à réprimer ce qui était interprété comme des « déviances religieuses », et notamment le soufisme.

La loi de l'ordre public viole les droits et les libertés. Elle traite les femmes, encore aujourd'hui, comme un corps qu'il faut dissimuler, perdre de vue. Parce qu'elles subissaient l'essentiel de la violence et de l'oppression de cette loi, les Soudanaises ont aussi été les premières à s'organiser pour résister contre elle.



Les femmes soudanaises vivent une double oppression en permanence. Toutes les violences se rejouent pour elles, et la violence particulière qui s'exerce contre elles se rajoute à la violence du régime contre les citoyens soudanais. Les femmes victimes de guerre et les femmes exposées aux génocides conduits à l'Ouest et au Sud du Soudan pour éradiquer les personnes noires, ont vécu de manière deux fois plus violente les conséquences de la guerre, les pertes humaines, les déplacements forcés, violences sexuelles, et autres crimes commis par le régime.

Les femmes déplacées, notamment en ville, multiplient les petits boulots, les tâches difficiles, pour essayer de subvenir aux besoins de leurs enfants. Là encore, une fois de plus, elles sont poursuivies dans leur vie quotidienne par la loi de l'ordre public.

En effet, les vendeuses de thé et fabricantes d'alcool local, mais aussi les mendiants et celles qui vendent de petites choses aux abords des routes, toutes ces femmes se voient régulièrement confisquer leur matériel par la "police de l'ordre public", et doivent payer d'énormes amendes si elles sont attrapées, des amendes qui viennent renflouer les caisses des autorités locales. Elles sont aussi exposées aux coups de fouet et à de l'emprisonnement.

D'un point de vue juridique, la loi limite théoriquement (bien que ce soit peu respecté) à 10 sièges le nombre de places pour les femmes dans les transports publics. Avec toujours le même but : limiter leur présence dans la sphère publique, dans un pays où pourtant les femmes représentent une grande partie de la main-d'œuvre, et doivent donc aller travailler, se déplacer, comme tout le monde.

La partie de cette loi qui concerne de manière la plus directe et visible les femmes reste l'obligation de porter le hijab dans les écoles et universités, et qui impose aussi des règles relatives aux vêtements, à l'apparence, aux comportements. Elle punit la possession de tout matériel à caractère sexuel (comme les préservatifs), et interdit toute publication ou partage de contenu (par exemple dans des expositions ou pièces de théâtre) qui serait passible d' "outrage aux mœurs".

Cette loi interdit aussi la danse mixte, à savoir que filles et garçons dansent dans la même pièce. Il existe des règles strictes pour organiser des fêtes ; si ces règles ne sont pas respectées, les personnes risquent des peines allant de 40, 80 ou 100 coups de fouet, ou encore l'emprisonnement et la confiscation immédiate du matériel.

La police a les pleins pouvoirs pour arrêter n'importe qui, n'importe quand, sur la base de leur bon vouloir et sans procès. Des milliers de femmes sont arrêtées ; certaines sont violentées, voire tuées, en raison d'atteintes « aux mœurs », « outrage à l'image publique », et d'autres alibis fantaisistes qui leur permettent d'arrêter facilement les militantes de la société civile et les activistes politiques. Si la loi prétend s'appliquer de manière égale, sans égard aux origines sociales ou ethniques, la majorité des femmes condamnées par cette loi sont des femmes en grande précarité.

La résistance des femmes soudanaises passe donc par la revendication d'abolition de cette loi et de ses dispositions. Des groupes, manifestations, séminaires, initiatives s'organisent pour réclamer la fin de cette loi.

LES FEMMES DANS LA RÉVOLUTION DE 2018.



A cause de cette double oppression, les femmes manifestent aux côtés des hommes depuis décembre 2018. Premières victimes du régime, elles en étaient aussi les premières opposantes. Comme leurs grands-mères et arrière-grands-mères avant elles, elles résistent malgré la répression.

Malgré la mise en place du droit islamique et son influence sur la conscience collective. Malgré la perte de droits acquis plus tôt. Malgré l'accent mis sur l'infériorité des femmes dans l'enseignement et les médias. Malgré l'ampleur de l'hostilité de la société. Et malgré les efforts du gouvernement pour

simuler leurs activités. Malgré tout cela, les femmes sont là, et elles sont nombreuses, dans les rues et sur les réseaux sociaux.

Elles réutilisent les groupes de discussion, qui portaient à l'origine sur des conseils beauté ou des garçons, pour en faire des plateformes d'expression des injustices sociales et de répression émotionnelle qu'elles subissent. Elles ont aussi utilisé ces groupes pour dénoncer le régime et ses complices, les

« kizan », en partageant leurs informations et photos, au point où les membres du gouvernement et les miliciens cachent leurs visages par peur d'être identifiés ou reconnus par elles.

Mais malgré leur rôle dans la révolution, elles sont encore discriminées, harcelées et rejetées si elles participent aux manifestations : certaines familles interdisent à leurs filles de sortir, pour des raisons d'« honneur ». Pourtant, les filles continuent de sortir dans les manifestations, souvent à l'insu de leurs parents et/ou maris.

La société soudanaise est une société patriarcale qui encercle et étouffe les femmes. L'État soudanais tolère le harceleur et protège le violeur. La fille y est destinée au mariage, c'est tout.

Le mariage forcé des filles mineures est justifié par des motifs économiques – libérer la famille d'une charge financière et la faire bénéficier de l'argent de la dot. Selon une étude effectuée par le Conseil Soudanais de Protection des Enfants en 2010, le taux de mariage des mineurs atteignait encore 42% à la campagne et 28% dans les villes. Ces pourcentages ne baissent pas, et cela entraîne, comme l'a montré l'étude, la déscolarisation des filles ; l'étude fixait à 61% le taux de déscolarisation des filles dans la seule ville de Khartoum.

C'est donc l'arsenal juridique qui, on l'a vu, protège et défend le système patriarcal. Une mère ne peut voyager avec son enfant sans l'autorisation de son mari. En cas de divorce, l'avenir des enfants et tous leurs papiers d'identité dépendent du père. Pour que la mère ait la garde des enfants en cas de divorce, la loi l'oblige à ne pas se remarier avant sept ans.

Enfin, malgré les efforts des militantes de la

société civile, les mutilations génitales féminines restent un phénomène de grande ampleur. Ces mutilations, dont l'excision, ont pour objectif de contrôler la vie sexuelle des femmes. C'est une pratique extrêmement violente. La loi ne condamne pas ces pratiques ; et il n'y aura pas de changement social rapide sans législation adaptée. La loi actuelle est en complète contradiction avec toute idée de justice, d'égalité et de progrès.

Les femmes révolutionnaires manifestent, et occupent la place, pour réclamer leurs droits, imposent leur présence dans la rue, et font pression pour que leurs revendications soient entendues après la chute du système.

Elles luttent aussi pour imposer leurs idées féministes, qui sont rejetées par la société, et associées à des images de dépravation et de débauche. Elles luttent pour imposer ces idées au sein même des cortèges aussi : de nombreux slogans et chants utilisent des analogies sexistes et des termes très dégradants, en assimilant le régime à des caractéristiques féminines. De manière générale, les femmes sont toujours vues comme des manifestantes "pacifiques", vues comme des personnes à protéger de la violence des services de sécurité, des manifestantes en somme peu dangereuses. Les femmes étaient encouragées à porter des robes blanches (thob) dans les cortèges de mars, et leurs photos circulaient ; elles renvoyaient cette image de chasteté, de modestie, si chère aux hommes. Que les hommes fassent circuler ces représentations des femmes dans les manifestations n'est pas dans l'intérêt des idées féministes.



DES AVANCÉES, MAIS DE NOMBREUX COMBATS ENCORE À MENER.

Durant la révolution de 2019, les femmes représentaient la grande majorité des manifestant-e-s et organisatrices des mobilisations, malgré les différents obstacles qu'elles devaient affronter pour lutter :

pression sociale et familiale, harcèlement sexuel utilisé comme une arme par des forces de sécurité pour empêcher les femmes de manifester... Les manifestantes, tout comme leurs camarades hommes, ont péri sous les balles de l'armée soudanaise durant les manifestations, devant des figures de martyres de la révolution honorées dans tout le pays. Le 3 juin, lors de la répression du sit-in de la place d'Al Qyada, les **Force de Support Rapides** (les milices Janjaweed) ont tué une centaine de personnes et violé environ 70 manifestantes et quelques manifestants, selon le Comité central des Médecins Soudanais.

Le viol comme arme de guerre n'est pas un fait nouveau au Soudan, puisque des milliers de femmes avaient été violées par les mêmes milices Janjaweed lors de la guerre du Darfour. Dans les régions en guerre, les violences sexuelles comme arme de violence de masse font partie de l'histoire de la répression par gouvernement militaire, et elles ont continué à perdurer après 2019. Cela continue : en

2020, plus de 30 femmes, et surtout des militantes, ont été tuées dans des manifestations au Darfour et dans les montagnes Nuba.

Au niveau politique, et malgré leur rôle essentiel tout au long de la révolution, les femmes ont été exclues des négociations entre le Conseil Transitionnel militaire et les Forces de la Déclaration de la Liberté et du Changement (la coalition censée représenter les révolutionnaires). Lors de l'accord passé entre les deux parties en août 2019, une seule femme était présente, alors que les femmes réclamaient d'être représentées dans le gouvernement de transition à hauteur de 50%. Les femmes ont alors manifesté leur colère face à la trahison des élites politiques qui sont censées représenter l'ensemble des révolutionnaires.

Le gouvernement de transition dirigé par le Premier Ministre Abdallah Hamdok a quand même réalisé des avancées importantes pour les droits des femmes, en abolissant la loi de l'ordre public en novembre 2019, et en amendant le code pénal pour retirer toutes

les prescriptions sur les lois « morales » et le vêtement islamique. Mais les féministes soudanaises continuent de demander la parité dans toutes les structures du gouvernement afin que les droits des femmes soient au centre des préoccupations politiques. Elles dénoncent la mentalité patriarcale du champ politique soudanais, avec des slogans comme: "Vous nous remerciez dans les manifestations et vous nous oubliez dans les négociations", "Je suis une femme, manifestante à 100%, mais écartée des structures du pouvoir".



CHANTS DE LA PLACE AL-QYADA

Ces chansons ont été écrites par Desis Man, une des "stars" des réseaux sociaux en 2019 ("desis" veut dire cool, sympa). Il a été arrêté lors d'une manifestation à Omdurman, et a rejoint l'occupation de la place en sortant de détention. Il s'est fait connaître par ses chansons drôles et entraînantes pour encourager les gens à rester à l'occupation.



Sur la place, "La volonté du peuple à gagner !"

Dessin de Mounir Khalil

LA CHANSON DE LA "KANDAKA" ET DU "SHAFATA"

كنداكة جات بوليس جرى / شفافة جو بوليس جرى

"La kandaka [femme révolutionnaire] est venue, la police a couru, les Shafata [gars cools] sont venus, la police a couru."

LA CHANSON DU SOIR pour motiver les manifestants à rester sur la place occupée la nuit.

"Essaie juste de rester une nuit, on te donnera une brosse à dents et du dentifrice, on t'apportera le thé au matin, on te ramènera des Zalabia [gâteaux], on te rechargera ton téléphone."

بس انت حاول بيت
فرشة و معجون نديك
شاي الصباح نزيك
زلابية نجازفا لك
تلفونك نشحنو لك



Chèr-e-s camarades en France, comment pouvez-vous soutenir la révolution ?

1 Vous pouvez nous mettre en contact :
- avec des journalistes, pour qu'ils parlent de ce qui se passe au Soudan
- avec des partis politiques, vous pouvez nous mettre en contact avec des député-e-s pour mettre la pression au niveau institutionnel (pour que la France soit plus ferme dans sa condamnation des militaires, et pour que l'Union Européenne arrête de soutenir les Janjaweed.)
- avec des associations qui défendent les droits humains, pour organiser des actions ensemble.

2 Vous pouvez participer aux manifestations organisées dans votre ville par les militant-e-s soudanais-e-s (nous publions régulièrement sur nos réseaux sociaux et notre blog les rendez-vous des mobilisations)

3 Vous pouvez partager les images et vidéos sur vos réseaux sociaux pour montrer aux Soudanais-e-s qu'ils et elles ne sont pas tout seuls dans leur combat.

4 Vous pouvez donner la possibilité aux militant-e-s soudanais-e-s d'organiser une discussion publique, dans un café ou bar, un lieu associatif, à l'université, etc.

5 Vous pouvez organiser une campagne de dons, une cantine, une soirée de soutien, dont les bénéfices seront reversés aux comités de résistance.

6 Vous pouvez imprimer des tracts et coller dans les rues de vos villes.

7 Vous pouvez diffuser cette brochure, ainsi que les autres articles et tous autres articles qui aideront les gens à mieux connaître la mobilisation au Soudan.



Pour plus d'information sur la révolution soudanaise dans toutes les langues.

Des journalistes indépendants, des sites d'information indépendants et des activistes travaillent pour documenter et diffuser l'information sur la révolution soudanaise via des plateformes médiatiques alternatives.



Yousra Elbagir



Hassan Ahmed



Sudan Uprising



Hamad Gamal



Sarah



Sudan Coup



SD Doctors Committee



Voice of Revolution



RAS-LYON



Si vous voulez diffuser cette brochure, entrer en contact avec des militant-e-s soudanais-e-s dans votre ville, organiser un événement, en savoir plus....

Contactez-nous : sudfamedia@gmail.com

Et suivez-nous : Sudfa Media ([sudfa.media](https://www.instagram.com/sudfa.media))



"Sudfa" ("Coïncidence" en arabe) est un blog participatif sur Médiapart (blogs.mediapart.fr/sudfa), créé par un groupe d'ami-e-s et militant-e-s soudanais-e-s et français-e-s. Nous partageons des nouvelles des mobilisations au Soudan, traduisons des textes et co-écrivons des articles sur l'actualité, l'histoire, la politique, les questions sociales et culturelles au Soudan. Nous avons également notre propre site : [sudfa-media.com](https://www.sudfa-media.com).
A bientôt !